

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09529]

22 NOVEMBRE 2013. — Loi modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle transpose la Directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. ».

Art. 3. A l'article 2 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1 est remplacé par ce qui suit :

« 1. « transaction commerciale » : toute transaction entre des entreprises ou entre des entreprises et les pouvoirs publics qui conduit contre rémunération à la fourniture de biens, à la prestation de services ou à la conception et l'exécution de travaux publics et de travaux de construction et de génie civil; »;

2° dans le point 2, les mots « autre que les pouvoirs publics » sont insérés entre les mots « toute organisation » et les mots « agissant dans l'exercice d'une activité »;

3° le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. « pouvoir public » : tout pouvoir adjudicateur, tel que défini à l'article 2, paragraphe 1^{er}, point a), de la Directive 2004/17/CE et à l'article 1^{er}, paragraphe 9, de la Directive 2004/18/CE, indépendamment de l'objet ou de la valeur du contrat; »;

4° dans le point 4, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« 4. « taux directeur » : le taux d'intérêt qui est appliqué par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente et qui, lorsque la transaction concernée a été effectuée selon une procédure d'appel d'offres à taux fixe, est pour le premier semestre de l'année concernée, le taux en vigueur au 1^{er} janvier de l'année en question et qui est pour le second semestre de l'année concernée, le taux en vigueur au 1^{er} juillet de l'année en question. »;

5° l'article est complété par un point 6, rédigé comme suit :

« 6. « montant dû » : le montant principal, qui aurait dû être payé dans le délai de paiement contractuel ou légal, y compris les taxes, droits, redevances ou charges applicables figurant sur la facture ou la demande de paiement équivalente. ».

Art. 4. L'article 3, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Elle s'applique également en ce qui concerne les transactions commerciales entre des entreprises et les pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public, visées à l'article 4, § 2. ».

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 3/1, rédigé comme suit :

« Art. 3/1. Par dérogation à l'article 3, alinéa 3, la présente loi ne s'applique aux transactions commerciales entre des entreprises et les pouvoirs publics où le débiteur est un pouvoir public, que dans la mesure où des dispositions spécifiques de la réglementation relative aux marchés publics sur le plan des règles d'exécution générales ne sont pas applicables. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09529]

22 NOVEMBER 2013. — Wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Zij zet Richtlijn 2011/7/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011 betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties om. ».

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1 wordt vervangen als volgt :

« 1. « handelstransactie » : een transactie tussen ondernemingen of tussen ondernemingen en overheidsinstanties die leidt tot het leveren van goederen, het verrichten van diensten of het ontwerp en de uitvoering van openbare werken en bouw- en civieltechnische werken tegen vergoeding; »;

2° in punt 2, worden de woorden « , met uitsluiting van overheidsinstanties, » ingevoegd tussen de woorden « elke organisatie » en de woorden « die handelt in het kader van »;

3° punt 3 wordt vervangen als volgt :

« 3. « overheidsinstantie » : elke aanbestedende dienst, zoals omschreven in artikel 2, lid 1, onder a), van Richtlijn 2004/17/EG en in artikel 1, lid 9, van Richtlijn 2004/18/EG, ongeacht het voorwerp of de waarde van de opdracht; »;

4° in punt 4 wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« 4. « referentie-interestvoet » : de interestvoet die door de Europese Centrale Bank wordt toegepast voor haar meest recente basisherfinancieringstransactie en die, ingeval de betrokken transactie wordt uitgevoerd door middel van een vaste-rentetender, voor de eerste helft van het desbetreffende jaar de interestvoet is die op 1 januari van dat jaar geldt en die voor de tweede helft van het desbetreffende jaar de interestvoet is die op 1 juli van dat jaar geldt. »;

5° het artikel wordt aangevuld met een punt 6, luidende :

« 6. « verschuldigd bedrag » : de hoofdsom die binnen de contractuele of wettelijke betalingstermijn had moeten voldaan, inclusief toepasselijke belastingen, rechten, heffingen of kosten als vermeld in de factuur of in een gelijkwaardig verzoek tot betaling. ».

Art. 4. Artikel 3, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Zij is eveneens van toepassing op handelstransacties tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is, als bedoeld in artikel 4, § 2. ».

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 3/1. In afwijking van artikel 3, derde lid, is deze wet slechts van toepassing op handelstransacties tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is, in de mate dat de specifieke bepalingen van de regelgeving inzake overheidsopdrachten op het vlak van de algemene uitvoeringsregels niet van toepassing zijn. ».

Art. 6. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Lorsque la date ou le délai de paiement n'est pas fixé dans le contrat, tout paiement en rémunération d'une transaction commerciale entre entreprises doit être effectué dans un délai de trente jours civils à partir du jour qui suit celui :

1° de la réception, par le débiteur, de la facture ou d'une demande de paiement équivalente, ou

2° de la réception des marchandises ou de la prestation de services, si la date de réception de la facture ou de la demande de paiement équivalente est incertaine ou si le débiteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente avant les marchandises ou les services, ou

3° de l'acceptation ou de la vérification permettant de certifier la conformité des marchandises ou des services avec le contrat, si la loi ou le contrat prévoit une procédure d'acceptation ou de vérification, et si le débiteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente plus tôt ou à la date de l'acceptation ou de la vérification. La durée maximale d'une procédure d'acceptation ou de vérification n'excède pas trente jours civils après la date de réception des marchandises ou de prestation des services, à moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement par contrat et pourvu que cela ne constitue pas un abus manifeste à l'égard du créancier au sens de l'article 7.

Sans préjudice de l'article 7, les parties peuvent convenir d'un délai de paiement qui peut même excéder soixante jours civils.

§ 2. Lorsque la date ou le délai de paiement n'est pas fixé dans le contrat, tout paiement en rémunération d'une transaction commerciale entre entreprises et pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public, doit être effectué dans un délai de trente jours civils à partir du jour qui suit celui :

1° de la réception, par le débiteur, de la facture ou d'une demande de paiement équivalente, ou

2° de la réception des marchandises ou de la prestation de services, si la date de réception de la facture ou de la demande de paiement équivalente est incertaine ou si le débiteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente avant les marchandises ou les services, ou

3° de l'acceptation ou de la vérification permettant de certifier la conformité des marchandises ou des services avec le contrat, si la loi ou le contrat prévoit une procédure d'acceptation ou de vérification, et si le débiteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente plus tôt ou à la date de l'acceptation ou de la vérification. La durée maximale d'une procédure d'acceptation ou de vérification n'excède pas trente jours civils après la date de réception des marchandises ou de prestation des services, à moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement par contrat et dans les documents de marché et pourvu que cela ne constitue pas un abus manifeste à l'égard du créancier au sens de l'article 7.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les parties peuvent convenir d'un délai de paiement plus long, et pour autant qu'il soit objectivement justifié par la nature particulière ou par certains éléments du contrat; ce délai de paiement convenu entre parties ne pouvant excéder soixante jours civils.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans que les parties puissent convenir d'un délai de paiement plus long, le délai de paiement s'élève à soixante jours civils pour les entités dispensant des soins de santé, qui sont reconnues par les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution.

La date de réception de la facture ne peut en aucun cas faire l'objet d'un accord contractuel entre le débiteur et le créancier.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les parties peuvent convenir entre elles d'un échéancier fixant les montants à payer par tranches. En ce cas, si un paiement n'est pas réglé à l'échéance, les intérêts et l'indemnisation sont calculés sur la base des seuls montants exigibles. ».

Art. 6. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Indien er in de overeenkomst geen datum of termijn voor betaling is vastgesteld, dient elke betaling tot vergoeding van een handelstransactie tussen ondernemingen te gebeuren binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de dag volgend op die :

1° van de ontvangst door de schuldenaar van de factuur of een gelijkwaardig verzoek tot betaling, of

2° van de ontvangst van de goederen of diensten, indien de datum van ontvangst van de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling niet vaststaat of indien de schuldenaar de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling eerder ontvangt dan de goederen of diensten, of

3° van de aanvaarding of controle ter verificatie van de conformiteit van de goederen of diensten met de overeenkomst, indien de wet of de overeenkomst voorziet in een procedure voor aanvaarding of controle en indien de schuldenaar de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling ontvangt vóór of op de datum waarop de aanvaarding of controle plaatsvindt. De maximumduur van een procedure voor aanvaarding of controle bedraagt niet meer dan dertig kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de goederen of diensten, tenzij in de overeenkomst anders is overeengekomen en mits daarbij geen sprake is van kennelijke onbillijkheid jegens de schuldeiser in de zin van artikel 7.

Onverminderd artikel 7, kunnen partijen een betalingstermijn overeenkomen, die ook langer dan zestig kalenderdagen kan zijn.

§ 2. Indien er in de overeenkomst geen datum of termijn voor betaling is vastgesteld, dient elke betaling tot vergoeding van een handelstransactie tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is, te gebeuren binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de dag volgend op die :

1° van de ontvangst door de schuldenaar van de factuur of een gelijkwaardig verzoek tot betaling, of

2° van de ontvangst van de goederen of diensten, indien de datum van ontvangst van de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling niet vaststaat of indien de schuldenaar de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling eerder ontvangt dan de goederen of diensten, of

3° van de aanvaarding of controle ter verificatie van de conformiteit van de goederen of diensten met de overeenkomst, indien de wet of de overeenkomst voorziet in een procedure voor aanvaarding of controle en indien de schuldenaar de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling ontvangt vóór of op de datum waarop de aanvaarding of controle plaatsvindt. De maximumduur van een procedure voor aanvaarding of controle bedraagt niet meer dan dertig kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de goederen of diensten, tenzij in de overeenkomst en in eventuele opdrachtdocumenten uitdrukkelijk anders is overeengekomen en mits daarbij geen sprake is van kennelijke onbillijkheid jegens de schuldeiser in de zin van artikel 7.

In afwijking van het eerste lid kunnen partijen een langere betalingstermijn overeenkomen, voor zover dit objectief wordt gerechtvaardigd door de bijzondere aard of door bepaalde elementen van de overeenkomst; deze tussen partijen overeengekomen betalingstermijn mag niet meer dan zestig kalenderdagen bedragen.

In afwijking van het eerste lid en zonder dat partijen een langere betalingstermijn kunnen overeenkomen, bedraagt de betalingstermijn 60 kalenderdagen voor gezondheidsorganisaties die erkend worden door de in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden.

In geen geval mag de ontvangstdatum van de factuur bij contractuele overeenkomst tussen schuldenaar en schuldeiser worden vastgelegd.

§ 3. In afwijking van paragrafen 1 en 2, kunnen partijen betalingsregelingen met betaling in termijnen overeenkomen. In dergelijke gevallen worden, indien een van de afbetalingstermijnen niet op de afgesproken datum worden voldaan, de interest en de vergoeding uitsluitend berekend over de achterstallige bedragen. ».

Art. 7. A l'article 5 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Si le créancier a rempli ses obligations contractuelles et légales et n'a pas reçu le montant dû à l'échéance, il a droit, à compter du jour suivant, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'un intérêt, sauf pour le débiteur à démontrer qu'il n'est pas responsable du retard. S'il n'en a été autrement convenu par les parties dans le respect de l'article 7, cet intérêt est l'intérêt au taux directeur majoré de huit points de pourcentage et arrondi au demi-point de pourcentage supérieur. S'il s'agit de transactions commerciales entre entreprises et pouvoirs publics, où le débiteur est un pouvoir public, l'intérêt est l'intérêt au taux directeur majoré de huit points de pourcentage et arrondi au demi-point de pourcentage supérieur, nonobstant toute convention contraire des parties. ».

Art. 8. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Si un intérêt de retard est dû conformément aux dispositions de la présente loi, le créancier a droit au paiement, de plein droit et sans mise en demeure, d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement qu'il a encourus.

Outre ce montant forfaitaire, le créancier a droit à une indemnisation raisonnable pour tous les autres frais de recouvrement venant en sus dudit montant forfaitaire et encourus par suite du retard de paiement, en ce compris l'indemnité de procédure conformément aux dispositions du Code judiciaire. ».

Art. 9. A l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « si la clause contractuelle crée un déséquilibre manifeste entre les droits et obligations des parties au détriment du créancier et » sont insérés entre les mots « Lors de l'appréciation du caractère manifestement abusif au sens de l'alinéa précédent, le juge considérera entre autres » et les mots « si le débiteur a des raisons objectives de déroger aux dispositions du présent chapitre »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er}, toute clause contractuelle ou pratique excluant le versement d'intérêts pour retard de paiement est considérée comme manifestement abusive. »

« Aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er}, une clause contractuelle ou une pratique excluant l'indemnisation pour les frais de recouvrement prévue à l'article 6 est présumée être manifestement abusive. ».

Art. 10. Dans l'article 8 de la même loi, les mots « ou des pratiques » sont insérés entre les mots « de clauses contractuelles » et les mots « qui constituent un abus manifeste ».

Art. 11. Dans l'article 9 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'action en cessation formée à la demande d'une instance visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, peut être dirigée, séparément ou conjointement, contre plusieurs entreprises du même secteur économique ou contre leurs groupements professionnels ou interprofessionnels qui utilisent ou recommandent l'utilisation des mêmes clauses contractuelles ou pratiques générales, ou de clauses ou pratiques similaires. »

Art. 12. A l'article 14 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « après le 7 août 2002 » sont remplacés par les mots « à partir du 16 mars 2013 »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « après le 7 août 2002 » sont remplacés par les mots « à compter du 16 mars 2013 ».

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 13. Dans la loi du 21 février 2010 modifiant les articles 1022 du Code judiciaire et 162bis du Code d'Instruction criminelle et abrogeant l'article 6 de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« loi modifiant les articles 1022 du Code judiciaire et 162bis du Code d'Instruction criminelle »;

2° l'article 4 est abrogé.

Art. 7. In artikel 5 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Indien de schuldeiser zijn contractuele en wettelijke verplichtingen heeft vervuld en het verschuldigde bedrag niet op tijd heeft ontvangen, heeft hij vanaf de daaropvolgende dag, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, recht op betaling van een interest, behalve indien de schuldenaar bewijst dat hij niet verantwoordelijk is voor de vertraging. Indien de partijen niet anders zijn overeengekomen met inachtneming van artikel 7, is deze interest de interest tegen de referentie-interestvoet vermeerderd met acht procentpunten en afgerond tot het hogere halve procentpunt. Indien het handelstransacties betreft tussen ondernemingen en overheidsinstanties, waarbij de schuldenaar een overheidsinstantie is, is deze interest de interest tegen de referentie-interestvoet vermeerderd met acht procentpunten en afgerond tot het hogere halve procentpunt, ongeacht enige andersluidende overeenkomst tussen de partijen. ».

Art. 8. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Als er verwijlinterest overeenkomstig de bepalingen van deze wet verschuldigd is, heeft de schuldeiser van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een forfaitaire vergoeding van 40 euro voor de eigen invorderingskosten.

Bovenop dit forfaitaire bedrag heeft de schuldeiser recht op een redelijke schadeloosstelling voor alle andere invorderingskosten welke dat vaste bedrag te boven gaan en die ontstaan zijn door de laattijdige betaling, hierin begrepen de rechtsplegingvergoeding overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Art. 9. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « of het contractueel beding een kennelijk onevenwicht schept tussen de rechten en plichten van de partijen ten nadele van de schuldeiser en » tussen de woorden « Bij de beoordeling van het kennelijk onbillijk karakter in de zin van het vorige lid zal de rechter onder meer nagaan » en de woorden « of de schuldenaar objectieve redenen heeft om af te wijken van de bepalingen van dit hoofdstuk » gevoegd;

2° tussen het tweede en het derde lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

« Voor de toepassing van het eerste lid worden contractuele bedingen of praktijken die de betaling van interest voor betalingsachterstand uitsluiten, als kennelijk onbillijk beschouwd. »

« Voor de toepassing van het eerste lid worden contractuele bedingen of praktijken die een vergoeding van invorderingskosten als bedoeld in artikel 6 uitsluiten, vermoed kennelijk onbillijk te zijn. ».

Art. 10. In artikel 8 van dezelfde wet worden de woorden « of praktijken » ingevoegd tussen de woorden « van contractuele bedingen » en de woorden « die een kennelijke onbillijkheid behelzen ».

Art. 11. In artikel 9 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De vordering tot staking ingesteld op verzoek van een in het eerste lid, 3°, bedoelde instantie, kan, afzonderlijk of gezamenlijk, worden ingesteld tegen verscheidene ondernemingen uit dezelfde economische sector of tegen hun professionele verenigingen of interprofessionele verenigingen die gebruik maken dan wel het gebruik aanbevelen van dezelfde of van soortgelijke algemene contractuele bedingen of praktijken. »

Art. 12. In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « na 7 augustus 2002 » vervangen door de woorden « vanaf 16 maart 2013 »;

2° in het tweede lid worden de woorden « na 7 augustus 2002 » vervangen door de woorden « te rekenen vanaf 16 maart 2013 ».

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 13. In de wet van 21 februari 2010 tot wijziging van de artikelen 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en 162bis van het Wetboek van strafvordering en tot opheffing van artikel 6 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt :

« wet tot wijziging van de artikelen 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en 162bis van het Wetboek van strafvordering »;

2° artikel 4 wordt opgeheven.

Art. 14. La présente loi entre en vigueur le 16 mars 2013, à l'exception de l'article 5, qui entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 novembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre des Classes moyennes,
des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre des Entreprises publiques,
J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique,
K. GEENS

—————
Note

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :
53-2927 - 2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte corrigé par la commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 17 juillet 2013.

Documents du Sénat :

5-2226 - 2013/2014 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Art. 14. Deze wet treedt in werking op 16 maart 2013, met uitzondering van artikel 5, dat in werking treedt op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 november 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Middenstand,
K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Overheidsbedrijven,
J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken,
K. GEENS

—————
Nota

Zie :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
53-2927 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 17 juli 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2226 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09528]

22 NOVEMBRE 2013. — Loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat en ce qui concerne le compte de qualité des notaires et la loi hypothécaire du 16 décembre 1831 en ce qui concerne le compte de qualité des avocats, des notaires et des huissiers de justice

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat*

Art. 2. L'article 34 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 34. § 1^{er}. Tout notaire établit une distinction entre ses fonds propres et les fonds de tiers.

Les fonds reçus par les notaires dans l'exercice de leur profession au profit de clients ou de tiers sont versés sur un ou plusieurs comptes ouverts à leur nom ou au nom de leur société de notaires avec mention de leur ou sa qualité. Ce ou ces comptes sont ouverts conformément aux règles à fixer par la Chambre nationale des notaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09528]

22 NOVEMBER 2013. — Wet tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt wat de kwaliteitsrekening van notarissen betreft en van de hypotheekwet van 16 december 1831 wat de kwaliteitsrekening van advocaten, notarissen en gerechtsdeurwaarders betreft

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt*

Art. 2. Artikel 34 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 34. § 1. Elke notaris maakt een onderscheid tussen zijn eigen gelden en derdengelden.

De gelden die notarissen in de uitoefening van hun beroep ontvangen ten behoeve van cliënten of derden worden gestort op een of meer rekeningen geopend op hun naam of op naam van hun notarisvennootschap, met vermelding van hun of haar hoedanigheid. Deze rekening of rekeningen worden geopend overeenkomstig de door de Nationale Kamer van notarissen vast te stellen regels.